

Déclaration du SE-Unsa de l'Oise

à la CAPD du vendredi 15 juin 2018.

M. l'Inspecteur d'Académie,
Mesdames, Messieurs les membres de la CAPD,

Le SE-Unsa a confié à l'IFOP le soin d'étudier l'état d'esprit des enseignants à l'issue de la première année scolaire de la nouvelle majorité gouvernementale. Un an après son arrivée rue de Grenelle, le ministre Jean-Michel Blanquer n'a pas gagné le pari de la confiance auprès des enseignants...

Cette enquête révèle que, loin des propos du ministre sur des critiques n'émanant que d' « une minorité de professionnels de la défiance », ce sont 63% des enseignants qui jugent que sa politique ne va pas dans le bon sens.

Malgré ce contexte politique négatif, les enseignants se disent très majoritairement (82%) « Heureux d'exercer leur métier ».

Toutefois, plusieurs indicateurs doivent être observés de près par le gouvernement alors qu'il multiplie les remises en cause de ce qui constitue la fonction publique. Les enseignants, comme les autres fonctionnaires, ont à cœur de bien faire leur métier. Ils attendent soutien et reconnaissance de leur employeur.

Nous aurions pu ajouter le terme qui nous est cher à tous autour de cette table : « Bienveillance ».

Ce terme se heurte malheureusement et régulièrement à l'argument que vous nous opposez Monsieur le DASEN, « manque de ressources humaines »; cet argument récurrent dont nous comprenons trop bien la signification et qui débouche inévitablement sur un « non » aux multiples demandes et dont l'écho est devenu insupportable pour beaucoup de nos collègues.

Ainsi,

Non pour votre temps partiel.

- Votre maman souffrant d'Alzheimer devra apprendre à se passer de vous...
- Vos enfants de plus de 3 ans dont la garde vous est compliquée devront se débrouiller sans vous...

Non pour votre demande de disponibilité.

- Votre envie de voir ailleurs ne pourra pas être assouvie.

Non pour votre demande de détachement.

- Votre volonté d'enseigner dans le 2nd degré ou à l'étranger, ce sera pour plus tard !

Non pour votre allègement de service.

- Continuez à vous épuiser au travail accompagné de votre pathologie invalidante.

Et bientôt, non pour votre demande d'exeat.

- Continuez donc à prendre le train pour rejoindre votre conjoint un week-end sur deux.

NON NON NON NON, voilà donc la réponse aux aspirations légitimes de nombreux collègues et pour lesquels l'argument du manque de ressources humaines ne signifie rien d'autre qu'un constat d'échec.

Nous allons aujourd'hui aborder de nombreux sujets dans cette CAPD.

Avant toute chose, nous souhaitons remercier le service de la DGP, et en particulier son chef de bureau dont la disponibilité et la rigueur technique ont été particulièrement appréciables.

Cette CAPD va examiner les promotions à la Hors classe au 1^{er} septembre 2018, dans le cadre de la réforme PPCR.

Mais avant cela, le SE UNSA tient à rappeler que la hors classe s'adresse aux professeurs des écoles, ... pas aux instituteurs. Le SE UNSA a toujours défendu le statut de professeur pour les enseignants du premier degré car il leur offre des perspectives de salaire et de pension (de retraite) considérablement augmentés.

Le SE UNSA a soutenu la mise en place du PPCR dans la même optique.

Hélas, le progrès pour les enseignants du premier degré se heurte souvent à l'immobilisme et à l'archaïsme de la gestion des ressources humaines dans l'éducation nationale, qui pense que les changements de grade (classe normale, hors-classe, classe exceptionnelle) doivent s'adresser aux meilleurs enseignants, sans pour autant arriver à définir des critères objectifs. Pour le SE UNSA, l'appréciation de la valeur professionnelle des agents ne doit pas se faire « au doigt mouillé ».

C'est pourquoi, le SE UNSA demande que vous puissiez, Monsieur L'Inspecteur, expliquer à tous les collègues les conditions d'attribution de l'appréciation qui évalue leur valeur professionnelle.

Regardons de plus près ce projet d'avancement ...et attardons-nous sur les appréciations données aux enseignants.

Dans ce nouveau cadre PPCR, nos collègues ont pris connaissance de l'avis émis par leur IEN.

Quelle ne fut pas la surprise ...et ... la déception de nos collègues face à leur avis seulement « satisfaisant » !

En effet, comment comprendre qu'avec une carrière ponctuée de rapports d'inspection élogieux et d'excellentes notes, l'avis soit restreint à « satisfaisant ». Comment concevoir qu'une note supérieure à 18 soit seulement satisfaisante ?

Pour que la mise en place du PPCR soit réussie, il ne faut pas céder à la facilité, créant l'injustice et l'approximation. Un collègue ayant obtenu une appréciation « satisfaisant » au 9^{ème} échelon gardera cet avis jusqu'à ce qu'il puisse enfin accéder à la Hors classe, soit pendant plusieurs années.

Si cette méthode d'évaluation était appliquée aux élèves, on se moquerait de nous !

Et à juste titre !

Pour le SE UNSA, une appréciation figée pour plusieurs années est ABSOLUMENT INACCEPTABLE !

Le SE UNSA vous demande, Monsieur l'Inspecteur, que ces appréciations puissent évoluer d'une campagne de promotion à une autre, en fonction aussi de l'évolution de nos collègues.

Le SE UNSA observe que chaque progrès gagné pour les collègues est contrarié par deux éléments :

- L'entêtement de ceux qui ne veulent jamais rien changer
- La faiblesse de la GRH de l'Education Nationale

On l'a vu sur le statut de professeur des écoles, sur l'ISAE, et désormais sur le changement de grade.

Pour le SE-Unsa, le rôle d'un syndicat n'est pas de cultiver la déprime, mais d'être utile aux enseignants par des demandes concrètes et réalisables. C'est la voie que nous avons choisie pour améliorer la situation des enseignants, des enfants et de l'Ecole Publique Laïque.

Merci de votre attention.